

## Mouvement social

### Des lycéens toujours mobilisés rejoints par les étudiants

(p. 3)



## Vidéo

Fabien Roussel à  
Châteaubriant :  
« Soyons dignes  
des 27 fusillés ! »

## Octobre rose : on attend les décrets! (p. 5)

## L'étranger

Un récent rapport de la DGS (Direction générale de la sécurité intérieure) alerte sur le pillage de l'économie française par des « puissances étrangères ». La note multiplie les exemples d'espionnage mais, avec une pudeur de rosière, elle se garde bien de désigner tel ou tel pays. Quand toutefois on nous dit qu'une des formes de ce pillage, c'est « l'instrumentalisation par un État étranger de l'exterritorialité de ses lois », on se dit alors, Bon Dieu, mais c'est bien sûr, ce pays étranger nous est connu. Toutefois, restons prudent, comme la DGS, contentons-nous de dire que le sigle de cet État commence par U et se termine par A. ☺

Gérard Streiff

## SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : ..... €

« Donnez au PCF  
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# LA LIBERTÉ CONDUISANT L'AVENIR



## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < [Imons@pcf.fr](mailto:Imons@pcf.fr) >

**Du 22 octobre au 11 janvier** : Exposition 1936/2026 Résonances, en partenariat avec le PCF, Libres comme l'art et l'Espace Niemeyer. Du mardi au samedi, de 12h à 19h. Entrée libre, visites de groupe sur [accueil@espaceniemeyer.fr](mailto:accueil@espaceniemeyer.fr) Espace Niemeyer – Siège du PCF (75019)

**23 octobre, à partir de 17h** : Rassemblement de solidarité avec Cuba. Notre soutien est important : un mandat d'arrêt a été émis par la justice de Floride à l'encontre de l'ex-président cubain Raul Castro. Place Vauban (75007)

**3 novembre, à partir de 18h30** : soirée de célébration des 80 ans de la fonction publique, en présence notamment de Fabien Roussel et d'Anicet Le Pors, ancien ministre de la Fonction Publique. Table ronde avec : Caroline Chevé, Barbara Filhol, Thierry Nier et Pierre Ouzoulis. Inscription en ligne :

[https://www.pcf.fr/fonction\\_publicue\\_80\\_ans](https://www.pcf.fr/fonction_publicue_80_ans) Siège du PCF (75019)

**6 novembre, à partir de 18h** : soirée politique et festive de la section Frontignan-Balaruc. A 18h30 débat avec Ian BROSSAT et ensuite repas avec notamment la paella et animation musicale avec la groupe « les Z'etourdis ». Salle de l'Aire, Frontignan (34)

## MOBILISATIONS DE LA RENTRÉE

**24 octobre** : Manifestation populaire, festive et antifasciste à Orléans face au congrès du RN et au lancement de sa campagne présidentielle.

**5 novembre** : Mobilisation nationale de la Fédération CGT de la métallurgie, avec des rassemblements consacrés à l'industrie dans sept villes.

**19 novembre** : Grande manifestation nationale des retraités à Paris, à l'appel de l'UCR-CGT.

**25 novembre** : Journée pour combattre les violences faites aux femmes (mobilisations dès le samedi 21)



# Des lycéens toujours mobilisés rejoints par les étudiants

**S**i l'on ne regarde que le nombre d'établissements bloqués, bien qu'ils soient encore près de 200 d'après les chiffres du ministère de l'Éducation, on pourrait penser, comme le gouvernement semble en faire le calcul, que le mouvement des lycéens est en recul.

À bien y regarder, la mobilisation, mardi 13 octobre, restait à un niveau élevé avec des lycéens de près de 900 établissements sur les 2 400 d'enseignement public que compte la France hexagonale.

Les manifestations de ce samedi 17 octobre ont vu converger les revendications des lycéens et celles contre la vie chère. C'est ce que redoutait le gouvernement et qui explique ce qui semble être une stratégie du chaos.

La politique du maintien de l'ordre, les dégradations et les violences commises ont choqué, mais la colère reste entière et les raisons de manifester, après l'allocation présidentielle, d'une grande actualité.

Il est notable que lors de ce mouvement les élèves de lycées professionnels se sont fortement mobilisés. En cause, l'état des locaux, le manque de professeurs remplaçants dont souffrent ces établissements, particulièrement ceux de territoires populaires. Mais aussi les difficultés à trouver des stages, les conditions dans lesquelles ils se déroulent renforcent leur mécontentement. Enfin, le sentiment d'abandon, de déclassement, d'être invisibilisés n'est sans doute pas étranger à la mobilisation des lycéens de la voie pro, sentiment qui est partagé par une grande partie de la classe travailleuse.

Les annonces du ministre, assurant de l'arrivée prochaine de 3 000 professeurs, paraissent peu crédibles, sauf à imaginer des redéploiements de personnels ; et quand bien même la suppression en vingt ans de 66 000 postes d'enseignants, dont 10 000 ces dix dernières années par les gouvernements Macron, alors que les enfants du babyboom des années 2000 arrivaient au lycée, ne peut être palliée en quelques jours.

C'est la raison pour laquelle, dans son plan pour la jeunesse, le PCF avance la volonté de recruter 90 000 enseignants sur 5 ans. C'est ce qu'il faut pour reconstituer un service de remplacement et baisser le nombre d'élèves par classe, la France étant parmi les pays de l'OCDE dont le taux d'encadrement des élèves est le plus bas.

Au-delà de la question des personnels, l'état du bâti scolaire, son inadaptation au changement climatique, sa vétusté générale été comme hiver sont aussi sur la sellette. Avec de grandes disparités entre les régions, plus de 1 000 euros d'écart par élève et par an entre les régions les plus volontaires et l'Île-de-France, dernière des régions, précédée par la région PACA et les Hauts-de-France, trois régions à droite.

## Les étudiants rentrent dans le mouvement

Ces derniers jours, les cortèges de manifestants ont été renforcés par les personnels de l'Éducation nationale, mais aussi les étudiants avec plus de la moitié des universités mobilisées la semaine dernière.

L'opinion publique partage les demandes des lycéens. Il est à noter aussi, que les principales revendications lycéennes sont approuvées par une majorité de nos concitoyens. Selon un sondage paru dans *les Échos*, une majorité de Français soutiennent la demande de profs du mouvement lycéen, partagent l'idée qu'il faut que l'État et les régions mettent des moyens dans la rénovation des locaux, et seuls 28 % des sondés considèrent que Parcoursup doit être maintenu.

En revanche ils sont une minorité à penser qu'il y a trop



les élèves de la voie professionnelle. Ce qui explique leur mise en mouvement à un niveau inédit.

Nul ne peut dire aujourd'hui ce que sera le mouvement au retour des vacances scolaires, mais la mobilisation générale du 17 et la journée d'action intersyndicale du 5 novembre offrent des perspectives de reprises et d'élargissement du mouvement à des questions sociales présentes dans toutes les têtes aujourd'hui.

Le PCF, la commission Éducation du Parti restent mobilisés auprès des lycéens pour mettre entre leurs mains les propositions des communistes pour la jeunesse au travers du plan présenté à la presse la semaine dernière par Fabien Roussel. ✪

**Sébastien Laborde**  
membre du CN

# Travail, création de richesses, réindustrialisation

**C**ôté médias, la nouvelle semaine de campagne pour le candidat communiste commence sur le site Stellantis de Poissy pour « rencontrer les syndicats puis les ouvriers à la relève d'équipe, pour défendre la fabrication locale d'une voiture écologique à 10 000 euros » (Infos Yvelines.fr, TV78., Actu.fr, la Gazette des Yvelines).

Plusieurs organes de presse notent qu'il est « le seul candidat de gauche à s'être rendu au Salon de l'automobile ». Sur RTL, le candidat déclare : « On se bat pour un véhicule populaire » et il précise que « les aides publiques versées par l'État aux entreprises doivent être ciblées et réservées à la production nationale ».

Cet entretien est repris par le site orange.fr, par France24, par le site Le Singulier avec AFP, notamment l'idée de Fabien Roussel selon lequel la multiplicité de candidatures à gauche, de sensibilités différentes, renforce cette gauche : « Nous sommes trois aujourd'hui à gauche, Jean-Luc Mélenchon, Raphaël Glucksmann et moi-même. Les Français doivent avoir la liberté de pouvoir choisir le programme dont ils se sentent le plus proche. » Le candidat rappelle ainsi sa singularité : « Par exemple, je parle de travail, de création de richesses, de réindustrialisation de la France. »

On retiendra de l'article de Bernard Frederick dans « Liberté-actu » (15/10) cette phrase : « On sait combien l'absence du PCF dans ce type d'élection (la

présidentielle, NDR) lui a été préjudiciable par le passé. »

Un article du site lalettre.fr commente la composition du comité de campagne du candidat.

Samedi 17 octobre, Fabien Roussel était présent dans la manifestation de Valenciennes. La presse (*Le Figaro*) titre alors : « Le candidat communiste à l'élection présidentielle appelle à se mobiliser sinon « le gouvernement ne bougera pas ». Le même article ajoute ces propos du candidat : « Les Français ont peur, ils sont inquiets, ils ont raison. C'est pour ça que nous devons être très nombreux, paysans, salariés, lycéens, lycéennes, il faut que tous ensemble on arrive à être unis pour peser sur les choix du gouvernement. »

Dimanche plusieurs articles (*Ouest France*, Actu.fr) évoquaient l'imposant rassemblement (plus de 2 500 personnes selon la presse régionale) à Châteaubriant en hommage aux 27 otages fusillés par les nazis il y a 85 ans, en présence de Fabien Roussel et de Sophie Binet. Le même jour, en soirée, le candidat, revenant sur les fortes mobilisations du week-end et sur les ravages des casseurs, rendait publique une déclaration : « Faisons vivre cette France qui respecte son peuple et protège ses enfants » où il demandait notamment la création d'une commission d'enquête parlementaire » (*l'Humanité*).✱



# Pour la publication immédiate des décrets

Une femme sur huit sera touchée par le cancer du sein. Dépisté tôt, on en guérit à 87 %, mais c'est encore le cancer qui tue le plus de femmes. C'est un octobre noir qui se dessine au travers des chiffres : entre 2015 et 2020, parmi les 10 % de femmes les plus aisées, 48,1 % ont réalisé leurs examens tous les deux ans. Mais le chiffre chute à 33,1 % parmi les 10 % de femmes les plus modestes, selon une étude de la Drees, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère de la Santé. Juste derrière l'Australie, la France a été en 2024 le pays où les femmes ont été le plus touchées par le cancer du sein au monde, selon le Centre international de recherche sur le cancer. Les taux d'incidence du cancer du sein, entre 1990 et 2023, sont en hausse de 63 % chez les femmes de 30 ans et de 32 % chez les femmes de 40 ans.

Le PCF a porté et porte ce combat contre le cancer du sein et ses conséquences liées à une carence en terme de santé publique.

Le 5 février 2025, la loi portée par Fabien Roussel et les parlementaires communistes, visant à améliorer la prise en charge des soins liés au cancer du sein, a été promulguée. Une avancée majeure, votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale et au Sénat, qui prévoit notamment une meilleure prise en charge des soins spécifiques liés au cancer du sein. Pourtant, aucun décret d'application n'a été publié ! Fabien Roussel a interpellé directement le président de la République sur le sujet, sans réponse.

700 000 femmes concernées paient toujours un

reste à charge de 1 400 € en moyenne. 14 % renoncent à la reconstruction pour raisons financières. Le PCF dénonce ce scandale et exige la publication immédiate des décrets nécessaires. Comme la loi le légitime désormais, les soins post-opératoires et

de supports ne sont pas « socio-esthétiques », ce sont des soins de première nécessité. Nous réclamons un égal accès aux soins sur l'ensemble du territoire. Parce que se reconstruire est un droit. ✊

**Shirley Wirden**  
membre du CEN



## 1936-2026 : 90 ans après, les enseignements du Front populaire restent plus que jamais d'actualité !

**P**lus de 90 personnes réunies pour transmettre la mémoire militante et débattre des luttes d'aujourd'hui.

Samedi 17 octobre 2026, la Maison des communistes accueillait l'assemblée générale des vétérans et de la mémoire militante du PCF des Bouches-du-Rhône. Plus de 90 personnes ont participé à ce temps de rencontre et d'échange consacré à notre histoire et aux grandes conquêtes sociales.

En présence de Guillaume Roubaud-Quashie, historien et président de la Fondation Gabriel-Péri, et de Nicolas Marchand, président de l'Amicale des vétérans, les débats ont porté sur les acquis de 1936 et les enseignements à tirer pour les luttes actuelles et l'ambition communiste.

Faire vivre la mémoire militante, c'est transmettre notre histoire pour mieux préparer l'avenir. C'est l'engagement de Frédéric Rays, responsable de l'Amicale des vétérans du PCF 13, et de ses camarades, qui ont porté une motion adoptée lors de cette assemblée générale.

### Une motion pour poursuivre les combats d'émancipation

« Nous, vétérans du Parti communiste français des Bouches-du-Rhône, réunis en assemblée générale le 17 octobre 2026, avons réfléchi à l'apport du Front populaire pour les luttes, notamment celles d'aujourd'hui.



Le PCF a toujours participé aux combats d'émancipation de notre peuple. Il reste partie prenante, aujourd'hui comme hier, des luttes pour l'éducation, les droits des femmes et la protection des enfants, les salaires et le pouvoir d'achat, l'emploi et le développement industriel, la santé, l'écologie et le climat, contre l'impérialisme et les guerres.

Nous voulons résolument une autre société et un monde de justice, de solidarité et de paix. Un monde tourné vers le développement de la culture et des connaissances, qui s'oppose à l'obscurantisme, aux idées racistes et xénophobes.

Fidèles à nos engagements communistes, nous sommes convaincus de la nécessité d'élever la conscience de classe, de combattre le capitalisme et d'agir pour une société socialiste des jours heureux.



Nous sommes engagés avec force dans les campagnes des élections présidentielle et législatives pour qu'enfin chacune et chacun puisse vivre des jours heureux. »

### Faire vivre la mémoire, préparer l'avenir

L'assemblée a également permis de découvrir l'exposition réalisée par Yann Bertolone, responsable départemental du collectif Archives, histoire, mémoire. Une initiative qui contribue à transmettre notre histoire militante aux nouvelles générations. Les conquêtes sociales sont le fruit des luttes collectives. Leur mémoire nourrit les combats d'aujourd'hui et l'engagement pour une société de justice, de solidarité et de paix. 🇫🇷

**Amicale Vétérans du 13  
Marseille, le 17 octobre 2026**

# Energie : il est temps d'agir

**J**eudi 8 octobre, notre secrétaire national et candidat à l'élection présidentielle Fabien Roussel honorait le traditionnel rdv du sommet de l'élevage à la grande halle de Cournon d'Auvergne. En préambule, l'opportunité a été saisie de tenir une initiative symbolique devant le dépôt de carburants TotalEnergies situé à proximité immédiate. Une action contre la vie chère dans le prolongement du rassemblement le 26 juin avec Julien Brugerolles afin d'exiger des mesures concrètes et rapides face à la flambée des carburants, en appui de la pétition initiée par notre député.

Non sans humour, Fabien Roussel a apprécié le message de notre banderole en précisant qu'en quelques mois les profits engrangés se situent non plus à 6 milliards d'€ mais à 16 milliards ! Il s'est ensuite exprimé devant les journalistes pour revendiquer une baisse immédiate de la TVA qui touche très injustement et inégalement la population. Le déblocage par le gouvernement d'une petite partie des stocks stratégiques au niveau du gazole apparaît comme une mesure cosmétique. L'urgence est telle qu'elle impose de mettre au pas les spéculateurs qui plongent dans la précarité le monde du travail tout en fragilisant le tissu économique qui dépend des prix de l'énergie (hydrocarbures, gaz, électricité...).

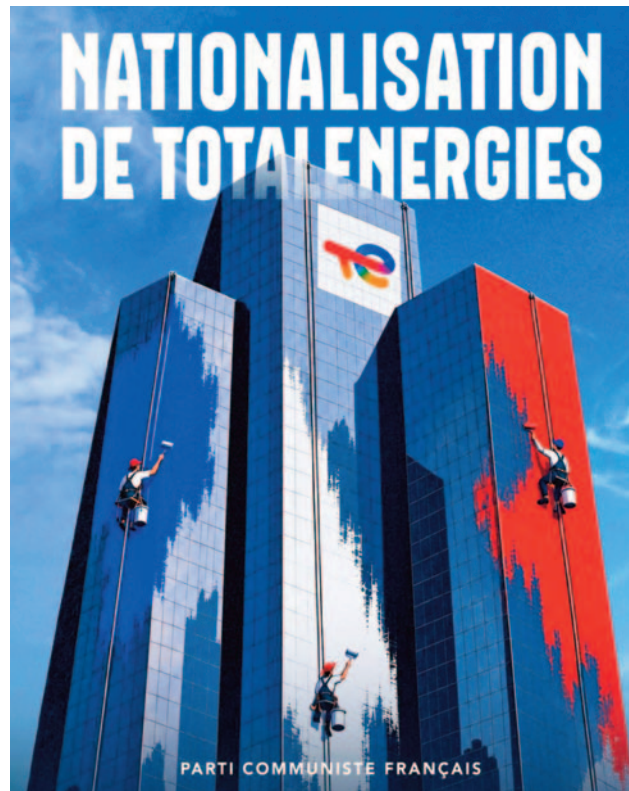
Remettre la main sur un bien aussi précieux que l'énergie, ce n'est pas une utopie : c'est une nécessité au vu des enjeux écologiques et sociaux ! D'ailleurs Fabien Roussel se démarque singulièrement en portant sans complexe le besoin de nationaliser Total et d'exproprier les profiteurs de guerre.

Le monde paysan n'est évidemment pas insensible

au renchérissement des prix de l'énergie qui handicape leur activité et affecte un revenu agricole « déjà à l'os » pour bon nombre d'agricultures et agriculteurs. Aux côtés des députés Julien Brugerolles et Yannick Monnet, sans oublier André Chasaigne toujours aussi apprécié des travailleurs de la terre, Fabien Roussel a pu recueillir les inquiétudes et entendre le ras-le-bol d'une filière agricole en 1<sup>re</sup> ligne des bouleversements climatiques qui s'illustrent ces derniers mois avec les épisodes caniculaires et une sécheresse dramatique.

À l'inverse des manœuvres grossières de la ministre de l'Agriculture Annie Genevard souhaitant piéger les paysans dans les « serres des rapaces du secteur assurantiel » qui voit dans la crise écologique un juteux filon pour faire du business, Julien Brugerolles a déposé une proposition de loi visant à instaurer un régime public d'assurance, prévention et gestion des risques climatiques, sanitaires et environnementaux.

L'urgence immédiate pour nos éleveurs, c'est aussi d'accéder facilement et sans surcoût à du fourrage



dont beaucoup d'exploitations sont déficitaires avec la menace directe d'une amputation du cheptel.

Fabien Roussel met en perspective un accompagnement de l'État à plusieurs niveaux, notamment par l'accès à des prêts avantageux permettant de passer le cap d'un hiver difficile.

Enfin l'objectif de garantir un revenu agricole digne pour toutes et tous, à même de susciter des vocations chez les jeunes générations alors que le nombre d'exploitations chute continuellement, ne peut être atteint sans s'attaquer à la posi-

tion ultradominante des géants de l'agro-alimentaire et de la grande distribution. Les communistes et leurs élus, en premier lieu Fabien Roussel, n'entretiennent aucune ambiguïté à ce sujet : nous ne relâcherons pas nos efforts pour un modèle agricole plus juste, au service de la souveraineté alimentaire de la France, avec des produits sains et de qualité pour toutes et tous. 🇫🇷

**Pierre Miquel**

**Lien pétition :**

<https://julienbrugerolles.com/carburants-face-aux-profits-gigantesques-des-grands-groupes-et-l-explosion-des-prix-il-est-temps-d-agir2/>

# 17 octobre 1961 : sortons de l'oubli la répression coloniale

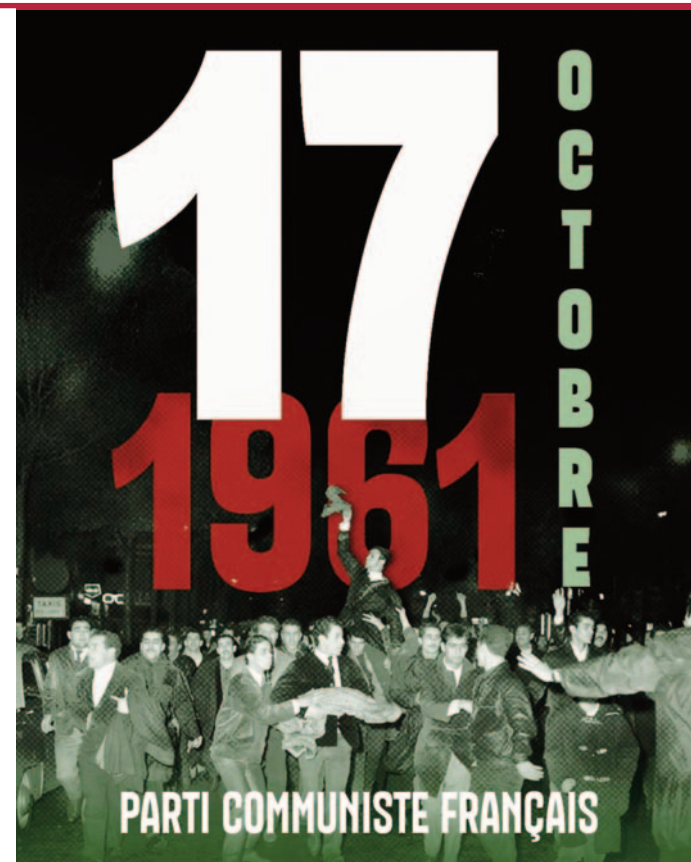
**D**ans beaucoup d'esprits sont indistincts les événements du 17 octobre 1961 et du 8 février 1962, connu sous le chrononyme de « Châronne » : il s'agit à chaque fois de terribles violences policières en pleine guerre d'Algérie.

Le 17 octobre s'inscrit dans un contexte de « sortie de guerre ». Depuis 1959, le général de Gaulle a engagé un processus d'autodétermination de l'Algérie, contre l'avis d'une bonne partie de son entourage, attaché à la fiction de l'Algérie française. À partir du moment où se sont ouvertes les négociations avec le Front de Libération nationale, ne reste à définir que les conditions dans lesquelles l'indépendance va avoir lieu. Mais la défense de la présence française en Algérie compte de puissants soutiens, et l'OAS commet ses premiers attentats au début de l'année 1961, organisant même une attaque contre de Gaulle à Pont-sur-Seine au mois de septembre.

De son côté, le FLN souhaite peser dans les négociations. La métropole est devenue à la fois une base arrière pour ses militants, mais aussi un front d'action. Il s'agit de mobiliser ceux qu'on appelle en droit colonial les Français musulmans d'Algérie (FMA) qui sont 300 à 400 000 à être présents en métropole. Or, le 5 octobre, le préfet de police de Paris, Maurice Papon, a pris une mesure particulièrement discriminatoire à leur encontre : un couvre-feu spécial de 20h30 à 5h30.

Le 17 octobre s'inscrit donc dans une série de mobi-

lisations contre le statut colonial. L'historien Emmanuel Blanchard rappelle qu'il ne s'agit pas à proprement parler d'une manifestation, au sens classique du terme, avec banderoles et défilé, mais d'une démonstration de force dans les rues de Paris, par la simple présence des FMA (ni immigrés, ni étrangers, rappelons-le) hors des logements où ils sont alors relégués et dans des quartiers où ils vont rarement. Pour contrer cette opération de visibilité, le dispositif policier est impressionnant et Maurice Papon ne leur donne aucune consigne de retenue. Les premiers coups de feu éclatent sur le pont de Neuilly en soirée ; à 22 h, la police tire au fusil-mitrailleur place de l'Etoile ; au métro Concorde, les manifestants venus s'abriter sont tabassés ; des corps, vivants et morts, sont précipités depuis le pont Saint-Michel. La consigne du FLN était de ne pas résister. Près de 12 000 manifestants sont raflés, plus de 6 000 d'entre eux enfermés au palais des Sports. Il y aura encore des tués les jours suivants. Malgré l'horreur, le nombre des morts n'est plus au cœur des débats historiographiques actuels. Le livre de référence sur l'événement signé par Jim House et Neil MacMaster (*Paris 1961*) en est resté à « bien plus de 120 Algériens » tués, l'incertitude demeurant sur le « bien plus ». Les historiens s'intéressent davantage à l'interprétation et à la portée de l'événement lui-même : « pogrom » comme le proposait Pierre Vidal-Naquet, mais aussi élément d'un « maintien de l'ordre ordinaire en situation



coloniale » pratiqué en plein Paris.

Le 16 octobre 2021, Emmanuel Macron a dit que « les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de Maurice Papon sont inexcusables pour la République ». Ce n'est pas encore la reconnaissance d'un crime d'État, comme le demandait Benjamin Stora, mais le 17 octobre 1961 est sorti de l'oubli, et son histoire doit être connue, aux côtés de tous les massacres commis au nom d'une supposée « raison d'État ». ✱

**Hoel Le Moal**  
membre du CN

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

## 19/25 octobre 1936 (36) Le congrès du parti radical

Les propos de Léon Blum à Orléans (« Nous ne voulons gouverner qu'au nom du Front populaire ») rassurent. Cette même semaine s'ouvre le congrès du parti Radical à Biarritz. « C'est là indiscutablement le grand fait politique du moment et cela d'autant plus que dans les milieux réactionnaires on avait placé de folles espérances dans les résultats de ce congrès », écrit Jacques Duclos (le 22). À l'ouverture des travaux, le président Daladier proclame : « Il faut que le Front populaire réussisse ! Son échec mettrait en péril la République elle-même. » Pour la politique extérieure, le président Herriot approuve la politique de sécurité collective et le pacte franco-soviétique mais maintient sa ligne de blocus de l'Espagne républicaine. À l'arrivée, le congrès refuse de suivre une ligne droitière et anticommuniste, se prononce pour l'unité du Front populaire mais « la résolution d'unanimité souligne que le parti radical exige en échange de sa collaboration la fin des occupations d'usine, l'ordre dans le respect des lois, l'arbitrage obligatoire des conflits du travail et un effort vers l'équilibre budgétaire. »

Parmi les multiples partis d'extrême droite qui s'agitent en France cet automne on distingue le parti d'Henri Dorgères et ses « chemises vertes », un groupement fascisant proposant une « dictature paysanne » et proche de Mussolini.

Jacques Duclos demande au ministère de l'Intérieur de lever l'interdiction qui frappe le journal du PCE, *Mundo Obrero*.



L'artiste Francis Jourdain, un des fondateurs du Secours rouge (avec Henri Barbusse, Romain Rolland, Pierre Kaldor), signe une série d'articles dans *l'Humanité* sur l'Indochine (« Indochine S.O.S. »). L'actualité internationale est très chargée. L'URSS confirme se dégager de la ligne de non-intervention en Espagne. Un nouveau bateau a quitté Leningrad pour l'Espagne. À l'initiative du comte Ciano, ministre italien des Affaires étrangères et gendre de Mussolini, Hitler et Mussolini décident de former un front commun. À Bruxelles le mouvement « Rex » de la droite ultra prospère.

Superbe texte (« Frente crapular ») de l'écrivain Jean-Richard Bloch qui ridiculise le général de Castelnau, vieille ganache réactionnaire, et évoque l'ambiance singulière de Barcelone en guerre (25)✳.

Gérard Streiff

**PCF**  
Parti Communiste Français

**La section d'Amboise/Bléré**  
vous invite au 90<sup>ème</sup> anniversaire  
du Front Populaire

**1936  
2026**

Conférence avec la participation de Christian Faucompré,  
membre de l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT

Exposition sur le Front Populaire  
**Samedi 07 novembre 2026 à 14h30,**  
**Salle Descartes, place de la Croix Besnard**  
**à Amboise**

**Des conquits sociaux considérables**

- Renforcement des libertés syndicales
- Droit à tous travailleurs d'adhérer à un syndicat. Cet article pose les débuts de l'interdiction de discrimination liée à l'engagement syndical des salariés.
- Augmentation des salaires
- Jusqu'à +15% pour les rémunérations les plus faibles, et jusqu'à +7% les plus élevées. De quoi répondre à l'une des principales revendications des ouvriers face à la crise économique.
- Création du délégué du personnel
- Mise en place des délégués du personnel pour toutes entreprises de plus de 10 salariés.
- mesure permettant de développer un meilleur dialogue social.
- Réduction du temps de travail
- Les députés du Front populaire actent la réduction du temps de travail, passant de 48h par semaine à 40h. Une réduction qui oblige les patrons à payer en heures supplémentaires les dépassements de ce temps légal.
- Congés payés
- Bien que non présente dans le programme du Front populaire, les mouvements de grève ont permis la loi des deux semaines de congés payés. Une réforme qui a contribué au développement du tourisme du monde du travail, autrefois réservé aux classes aisées.

Nombre de participant-es : .....

Nous clôturerons cette belle page émancipatrice de notre histoire sociale par un moment de convivialité en partageant le verre de l'amitié

Vous remercier par avance de manifester votre présence par retour de courrier à :  
Gilles Taupin,  
7 rue des Biais - 37530 Chargé  
ou par téléphone ou mail :  
au : 07 70 19 05 26 (Bruno)  
ou : 06 33 26 35 02 (Gilles)  
sectionpcfamboiseblere@gmail.com

# Notre avenir se gagnera par le rapport de force !

**Samedi, plus de 800 000 personnes ont défilé partout en France.**

**A**près les lycéennes et les lycéens, la mobilisation a rassemblé des Françaises et des Français de tous horizons, autour d'une même colère sociale et du besoin de changement.

Travailleurs, étudiants, apprentis, nos parcours sont différents, mais nos raisons de lutter se rejoignent : la vie toujours plus chère, le chômage, les salaires trop bas, les études et le travail toujours plus précaires.

Cette colère ne vient pas de nulle part. Elle est le résultat de décennies de libéralisme, d'un capitalisme exacerbé et violent qui a organisé méthodiquement notre déclassement. Le record glaçant de 783 morts au travail l'année dernière illustre cette violence.

Ce 17 octobre a aussi été le théâtre de scènes de casse et de pillage en marge des manifestations, surtout après celles-ci. Elles font écran à nos revendications et fragilisent une mobilisation qui a besoin du soutien du plus grand nombre.

Nous refusons ces violences, car elles affaiblissent la mobilisation. Elles ne construisent aucun rapport de force et frappent d'abord celles et ceux qui travaillent et vivent dans les quartiers concernés. Elles offrent à Macron les images dont il a besoin pour faire disparaître du débat public les 800 000 manifestants et leurs revendications.

Nous ne sommes pas dupes : le gouvernement en fait une stratégie pour faire reculer le mouvement social, l'isoler et lui faire perdre le soutien populaire qu'il a gagné.

Plus de 75 % des Français soutiennent les revendications des lycéennes et des lycéens. Cette adhésion populaire est notre force. Nous devons la préserver et l'élargir.

Depuis des semaines, le ministère de l'Intérieur répond à la colère lycéenne par une répression brutale. Le 17 octobre, la répression a de nouveau frappé les cortèges. À Toulouse, une responsable de la CGT a été blessée.

Plusieurs préfectures ont entravé le dépôt des déclarations de manifestation pour brouiller les rendez-vous. Le gouvernement prétend rétablir l'ordre, mais il fait tout l'inverse. Il est

le principal artisan du chaos.

En refusant la démission de Laurent Nuñez, Macron a choisi de maintenir cette doctrine et de couvrir ceux qui l'appliquent. C'est l'impunité totale.

Dimanche soir, le Président n'a répondu à aucune de nos exigences. Il a réduit sa réaction aux violences et aux dégradations. Il renvoie les responsabilités aux partis convoqués à ce qui ressemble à un conseil de discipline, ainsi qu'à la crise internationale, comme s'il n'y était pour rien. Pourtant, son déplacement au Moyen-Orient, dès le lendemain, aux côtés de grands industriels français dont Total, dit autre chose.

En faisant de la France un relais des intérêts états-uniens, le gouvernement choisit de faire payer le coût de la guerre aux Françaises et aux Français. Cette crise lui sert d'alibi quand, dans le même temps, il nous renvoie la responsabilité de faire vivre le débat démocratique.

Il nous invite à prendre la parole dans la presse et sur les plateaux télé. Mais qui tient le micro ? Quels lycéens professionnels y ont été invités ? Quels apprentis ? Quels ouvriers ? Ont-ils été entendus ces dernières semaines, ces derniers mois, ces dernières années ? Non. Ce gouvernement défend les intérêts d'une classe sociale. Et il agit comme tel.

Nous assumons donc de construire la mobilisation la plus forte possible. Pour beaucoup, la rue reste le dernier moyen de se faire entendre et de prendre part au débat démocratique.

Nous n'attendons rien d'Emmanuel Macron. Nous ne défendons pas les mêmes intérêts. Mais nous savons ce que nous avons à faire : continuer à organiser la lutte et élargir le mouvement.

Notre mobilisation doit monter d'un cran pour faire céder le gouvernement. Ce cran, ce n'est pas la violence de rue, mais l'entrée massive dans le mouvement du plus grand nombre possible de travailleurs et de travailleuses, par la grève.

Soyons tout l'inverse de Macron : exemplaires et rassembleurs, portons ensemble le projet d'une autre société.

Dès la rentrée, le 2 novembre, nous organiserons les blocus et les mobilisations dans les lycées, les CFA et les universités. Le 5 novembre, nous serons massivement aux côtés des travailleuses et des travailleurs.



Aux apprentis, étudiants, lycéens et jeunes travailleurs, issus des filières générales, technologiques, professionnelles, agricoles, maritimes, nous disons que nos intérêts convergent, et que nos luttes doivent se rejoindre.

Nous prendrons toute notre place dans ce combat, dans les lycées, les CFA, les universités et les lieux de travail. Nous aiderons chaque jeune à s'organiser, à porter ses revendications et à construire la suite de la mobilisation.

✳ Pour abroger Parcoursup et la sélection en construisant un grand service public de l'orientation.

✳ Pour un statut juste et protecteur des stagiaires et des apprentis.

✳ Pour la création d'un million d'emplois, pour sortir les jeunes de la précarité et révolutionner la France.

✳ Pour l'autonomie des étudiantes et des étudiants.

Le 2 novembre, dans les lycées, les universités et les CFA. Le 5 novembre, en grève et en manifestation partout en France.

Notre avenir se gagnera par le rapport de force ! ✳

**Déclaration du Mouvement  
des Jeunes Communistes de France (MJCF)  
20 octobre 2026**

# Visite d'une délégation de l'OLP en France



**S**amedi 17 octobre, une délégation européenne en Cisjordanie occupée, composée d'élus locaux et de représentants des cultes, sous protection consulaire, a été attaquée par des colons israéliens. Notre camarade Bernard Baudoux, maire d'Aulnoye-Aymeries (Nord), a été violemment agressé. L'archevêque de Cambrai Vincent Dollmann faisait également partie de la délégation. La veille, une journaliste du *Washington Post*, Heidi Levine, a été rouée de coups.

Il ne s'agit pas de débordements isolés. Il s'agit d'une politique terroriste d'ensemble menée par les colons israéliens, qui s'appuie sur une idéologie suprémaciste et raciste. Ce ne sont pas des actes individuels, c'est un système d'armement des colons au service du kahanisme, soutenu par Ben Gvir et par le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu.

Les Palestiniens subissent tous les jours cette terreur, accentuée en pleine campagne de récolte des oliviers. Pour la seule journée de samedi, 40 attaques ont été recensées, soit de la part des colons, soit de la part de l'armée israélienne.

En Israël même, ces crimes suscitent la réprobation. Nos camarades communistes et de la coalition Hadash ont dénoncé le terrorisme des colons soutenu par le gouvernement actuel. Même un des

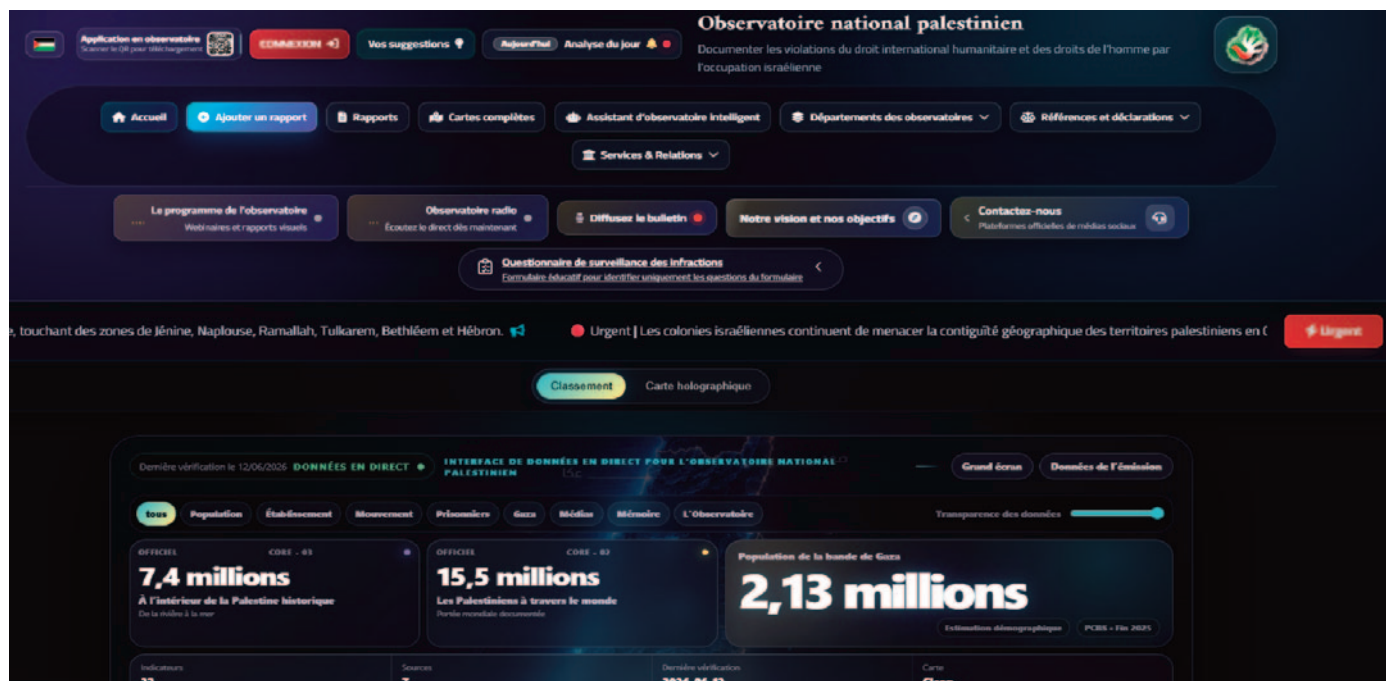


dirigeants du centre droit, Gadi Eizenkot, ancien chef d'État-major de l'armée, a condamné ces crimes. La réaction de la France, par la voix de Jean-Noël Barrot, apparaît d'autant plus faible et indigne. Le ministre des Affaires étrangères n'est même pas capable de condamner ces actes, ni de

convoquer l'ambassadeur israélien. C'est un effondrement politique et moral du gouvernement français.

Dans ce contexte, l'OLP envoyait une délégation de haut niveau pour poursuivre et renforcer les échanges et les actions communes avec le PCF,

L'OLP a présenté le site <https://www.marsad.ps> qui recense les violations des droits humains commises par l'État d'Israël contre les Palestiniens. Une version française est en cours de préparation.



dans le cadre de l'alliance internationale pour les droits du peuple palestinien.

Cela a abouti à plusieurs échanges, avec la direction du Parti au siège du CN, avec des élus du Val-de-Marne à la mairie de Vitry et avec le MJCF.

Le PCF a publié un communiqué de soutien à l'OLP sur le report des élections palestiniennes, dont le gouvernement israélien, comme puissance occupante, est seul responsable :

[https://www.pcf.fr/elections\\_palestine\\_solidarite\\_olp](https://www.pcf.fr/elections_palestine_solidarite_olp)

Une vidéo commune rappelle les principes de notre engagement :

<https://www.youtube.com/watch?v=TldMRa1B9WU>

L'OLP a présenté le site <https://www.marsad.ps> qui recense les violations des droits humains commises par l'État d'Israël contre les Palestiniens. Une version française est en cours de préparation.

Le renforcement de la coopération concrète avec l'OLP, seule représentante légitime du peuple palestinien reconnue comme telle par l'ONU, pour la défense des droits du peuple palestinien à avoir leur État libre et souverain, dans le cadre du droit international et de la solution à deux États, est un des axes décidés par le 40<sup>e</sup> congrès du PCF. ✨

**Vincent Boulet,**

membre du CEN en charge de la paix, de la défense et des relations internationales

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

*Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.*

**Je verse :** ..... Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.  
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info  
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA